



## **GREVE ET MANIFESTATIONS LE 18 MARS 2014**

Face à la situation sociale vécue par les salarié-es du privé et du public, les privé-es d'emploi et les retraité-es, les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires ont décidé au niveau national de faire du 18 mars une journée interprofessionnelle de mobilisation massive.

A Radio France, la CGT et FO ont décidé de se joindre à cette journée de mobilisation en appelant les salarié-es à participer aux manifestations du 18 mars. Les préavis de grève ont été déposés dans ce sens pour permettre à tous et toutes de participer aux manifestations et d'exprimer les revendications salariales, l'inquiétude face à un avenir peu clair et à la détérioration du niveau de vie au quotidien.

Les salarié-es, les précaires, les chômeurs/ses ne comprennent pas et ne veulent plus que le gouvernement octroie plus de 172 milliards d'aides publiques aux entreprises sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, sans aucune condition ni évaluation de l'efficacité de ces aides en matière d'emploi et d'investissements, et sans aucun contrôle. L'ensemble de ces aides doit être remis à plat et évalué économiquement et socialement.

Aujourd'hui, nous exigeons l'augmentation de l'ensemble des salaires, dans le privé comme dans le public, plutôt que ce cadeau au patronat !

La priorité du gouvernement doit être le financement des services publics pour leur développement au service des citoyen-nes plutôt que la politique d'étranglement financier pratiquée actuellement. Radio France n'échappe pas au sous financement des services publics : Nous le constatons chaque jour dans la détérioration de nos conditions de travail.

Les annonces liées au "Pacte de responsabilité", et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, sont dans la droite ligne de la logique d'austérité et attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale : c'est inacceptable et honteux au regard des besoins sociaux qui augmentent.

La protection sociale est un droit universel. Supprimer la cotisation des entreprises à la branche famille conduit de fait à la diminuer, voire à la faire disparaître à terme. Il n'est pas question d'accepter le transfert du financement de la branche famille des entreprises vers la fiscalité des ménages, y compris par la fiscalité locale.

La CGT et FO Radio France appellent l'ensemble des salarié-es à faire grève le 18 mars pour :

- la hausse des salaires du secteur public comme du secteur privé,
- le financement des services et entreprises publics à la hauteur de leurs missions et de leur développement,
- l'arrêt des cadeaux aux entreprises qui ont deux effets : la mise en danger de notre système de protection sociale, et l'aggravation des conditions de vies des citoyen-nes pour le seul bénéfice des actionnaires.

**NON AU PACTE DE RESPONSABILITÉ**

**Manifestation à 13H45 Place Montparnasse**

Paris, le 17/03/2014